CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE TARN-ET-GARONNE

**EXTRAIT du REGISTRE des
DELIBERATIONS de l'ASSEMBLÉE**

4ÈME REUNION DE 2018

Séance du 17 octobre 2018

CD20181017_13

id. 4226

L'an deux mille dix huit, le 17 octobre, les membres du Conseil départemental légalement convoqués se sont réunis à l'Hôtel du Département, sous la présidence de M. Christian ASTRUC, Président du Conseil départemental.

Présents :

M. ALBUGUES, M. ASTRUC, Mme BAREGES, Mme BAULU, M. BEQ, M. BERTELLI, M. BESIERS, Mme BOURDONCLE, Mme CABOS, Mme COLOMBIE, Mme DEBIAIS, M. DEPRINCE, M. DESCAZEAUX, Mme FERRERO, M. GONZALEZ, M. HEBRARD, Mme JALAISE, Mme LE CORRE, M. MARDEGAN, Mme MAURIEGE, Mme MORVAN, Mme NEGRE, Mme RIOLS, M. ROGER, Mme SARDEING-RODRIGUEZ, Mme TURELLA-BAYOL, M. VIGUIE, M. WEILL

Absent(s) représenté(s) :

M. BAYLET (pouvoir à Mme LE CORRE), M. HENRYOT (pouvoir à Mme BAULU)

Nombre de membres du Conseil Départemental : 30

Quorum : 16

Le quorum légal étant atteint, l'Assemblée départementale peut valablement délibérer.

**RESTES À RECOUVRER
CRÉANCES ADMISES EN NON-VALEUR
CRÉANCES ÉTEINTES**

Monsieur le Payeur Départemental a établi l'état général des restes à recouvrer pour chacun des comptes de recettes du budget principal en raison de l'impossibilité

pour lui d'en effectuer le recouvrement (procès verbaux de carence ou poursuites par voie de saisie/opposition à tiers détenteurs infructueuses).

Il s'agit, le plus souvent, de cas d'insolvabilité des débiteurs.

Ces créances, détaillées ci-après par sous-fonction, s'élèvent à la somme de **205 592,00 €** :

Article 6541 : Créances admises en non-valeur

<u>Sous-fonction 0202</u>	
Administration Générale de la collectivité.....	88,00 €
<u>Sous-fonction 221</u>	
Collèges.....	11,00 €
<u>Sous-fonction 33</u>	
Jeunesse et Loisirs	1 620,00 €
<u>Sous-fonction 51</u>	
Famille et Enfance.....	705,00 €
<u>Sous-fonction 52</u>	
Personnes handicapées.....	2 126,00 €
<u>Sous-fonction 53</u>	
Personnes âgées.....	25 030,00 €
<u>Sous-fonction 538</u>	
Autres.....	21 770,00 €
<u>Sous-fonction 5471</u>	
Allocations RMI.....	1 088,00 €
<u>Sous-fonction 551</u>	
APA à domicile.....	1 719,00 €
<u>Sous-fonction 552</u>	
APA versée au bénéficiaire en établissement.....	1,00 €
<u>Sous-fonction 553</u>	
APA versée à l'établissement.....	13,00 €
<u>Sous-fonction 567</u>	
Allocations RSA.....	143 417,00 €
<u>Sous-fonction 61</u>	
Eau et assainissement.....	1,00 €
<u>Sous-fonction 621</u>	
Réseau routier départemental	63,00 €
<u>Sous-fonction 81</u>	
Transports Scolaires	3 113,00 €
<u>Sous-fonction 91</u>	
Animations et développement économique.....	9,00 €

Sous-fonction 921
 Laboratoire départemental 1,00 €

Sous-total..... 200 775,00 €

S'il s'avérait que les débiteurs reviennent à « meilleure fortune », le Payeur Départemental sera amené à poursuivre le recouvrement de ces créances admises en non-valeur.

Le montant pour 2018 est supérieur à celui de l'exercice précédent du fait d'une automatisation des poursuites par le Payeur. Cette évolution de pratique permet d'identifier plus rapidement les créances douteuses. La modification intervenue en 2017 emporte une hausse des prises en compte sur 2018 qui se stabiliseront sur 2019.

Article 6542 : Créances éteintes

Cette rubrique enregistre les pertes sur les créances dans les cas de jugement de clôture de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif dans le cadre d'une procédure collective ou de rétablissement personnel sans liquidation judiciaire faisant suite à une procédure de surendettement.

Sous-fonction 52
 Personnes handicapées..... 1941,00 €

Sous-fonction 567
 Allocations RSA..... 1257,00 €

Sous-fonction 621
 Réseau routier départemental..... 1619,00 €

Sous-total..... 4 817,00 €

TOTAL GENERAL..... 205 592,00 €

*
 * *

Vu le rapport de Monsieur le Président,

Vu l'avis de la commission des finances,

Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

- Décide l'admission en non-valeur des créances départementales détaillées ci-dessus pour un montant de 200 775 € en raison de l'impossibilité pour le comptable d'en effectuer le recouvrement étant précisé que si les débiteurs reviennent à "meilleure fortune", le Payeur départemental sera amené à en poursuivre le recouvrement ;
- Prend acte des créances éteintes détaillées ci-dessus pour un montant de 4 817 € ;
- Précise que les crédits correspondants seront inscrits à l'article 6541, sous-fonctions 0202, 221, 33, 51, 52, 53, 538, 5471, 551, 552, 553, 567, 61, 621, 81, 91 et 921 (créances admises en non valeur) et à l'article 6542, sous-fonction 52, 567 et 621 (créances éteintes).

Adopté à l'unanimité.

Le Président du Conseil Départemental,

Christian ASTRUC